Affichez ces pages
la compréhension c'est contagieux!
COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

PRIX DE L'ESSENCE

Arnaqués par les pétrolières

1 UNE RESSOURCE TRÈS LUCRATIVE

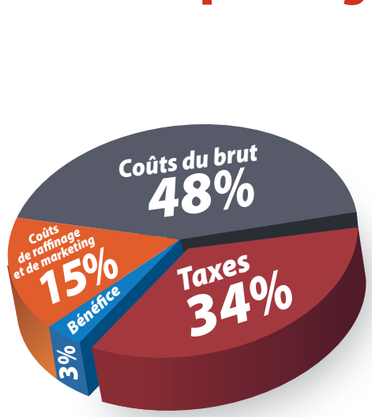
Pendant que les prix à la pompe s'envolent, les pétrolières engrangent des profits faramineux. Ceux des cinq plus importantes pétrolières actives au Canada sont passés, après impôts, de 25 milliards $ en 1999 à 121 milliards $ en 2006 avec un rendement annuel après impôt de 28 % pour l'ensemble de leurs activités soit la vente d'essence à la pompe, mais aussi toutes les autres activités connexes (extraction, raffinage, produits dérivés, mazout, etc.)!

Ces performances exceptionnelles sont possibles parce que les pétrolières sont des entreprises fortement « intégrées verticalement » et parce qu'elles agissent en cartel.

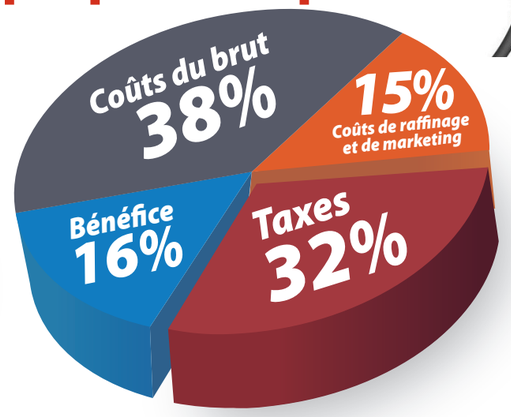
Au plan de l'intégration, les pétrolières sont présentes à toutes les étapes de production, du puits à la pompe. Par le jeu de transactions inter compagnies réalisées avec leurs propres filiales, les sociétés mères peuvent augmenter, à volonté, leurs coûts pour diminuer artificiellement leurs bénéfices et afficher à la vue des automobilistes qui font le plein, des graphiques présentant des profits nettement moindres que ceux réellement enregistrés puisque n'y apparaissent pas les profits réalisés sur toutes les activités connexes.

Parce qu'elles agissent en cartel, sans véritable concurrence, les grandes pétrolières ont beau jeu de fixer le prix qu'elles veulent. Une analyse du prix à la pompe, réalisée au début mai 2007 (voir le graphique), révélait un profit excessif de 16 à 21 cents par litre d'essence vendus. L'étude indiquait également que pour chaque cent d'écart l'industrie encaissait 1 million $ additionnel par jour soit, dans ce cas-ci, 16 à 21 millions $ par jour de profits, et ce uniquement pour la vente au détail de l'essence.

Gare aux petits graphiques trompeurs!



ON NOUS DIT CECI!
Sur des étiquettes visibles sur les pompes à essence de certains détaillants



MAIS EN RÉALITÉ!
Prix à la pompe pour la ville de Québec en mai 2007 – 1,16 $/litre (Un prix normal aurait été de 0,97 $/litre)

(Source : Centre canadien de politiques alternatives, mai 2007)

Histoire de justifier les prix exorbitants chargés à la pompe, l'industrie pétrolière attire l'attention des consommateurs sur les taxes perçues sur l'essence, diminuant à dessein le profit excessif qu'elle tire non seulement de la vente au détail mais aussi des autres activités connexes. Si les taxes servent à couvrir les coûts sociaux importants générés par la consommation d'essence, notamment au plan de l'environnement, et d'autres services publics comme l'entretien du réseau routier, les profits abusifs ne servent, eux, qu'à enrichir davantage les actionnaires, étrangers pour la plupart. Rien, dans le contexte de laissez faire actuel, ne garantit qu'une réduction des taxes se traduirait par une réduction équivalente à la pompe. Pire, les Canadiens se priveraient collectivement de revenus tout en permettant à ceux qui profitent d'eux de continuer à encaisser des bénéfices injustifiables.

Mesurez vos connaissances sur la très lucrative industrie pétrolière

1) Vrai ou Faux ? L'envolée des coûts du pétrole brut affecte la rentabilité des compagnies pétrolières?

1) FAUX : *Les profits des cinq plus importantes compagnies pétrolières actives au Canada sont passés de 25 milliards $, en 1999, à 121 milliards $ en 2006. Une hausse de 384 % en 7 ans seulement. Alors qu'un taux de rendement de 12 % sur le capital investi est considéré comme normal dans la plupart des industries, les cinq plus importantes compagnies pétrolières au monde affichaient un taux de rendement moyen de 28 % en 2006 pour l'ensemble de leurs activités.*

2) Vrai ou Faux ? Les pétrolières contournent nos lois fiscales par l'entremise de transactions internes?

2) VRAI : *Par exemple, en 2003, Esso, une compagnie canadienne filiale du géant américain Exxon Mobil a emprunté 818 millions $ à Exxon overseas corporation, une autre filiale du groupe qui est installée pour sa part dans un paradis fiscal. En payant des intérêts qui apparaissaient comme une dépense dans ses états financiers, Esso diminuait ainsi l'impôt qu'elle devait payer au Canada. Mais sa filiale qui empochait ces intérêts n'en payait presque aucun, étant située dans un paradis fiscal. Une pratique douteuse, surtout si l'on tient compte du fait que les liquidités d'Esso, 1,3 milliard $ à ce moment, ne justifiait aucunement un « emprunt » de 818 millions $.*

3) Vrai ou Faux ? Partenaire lui aussi de l'ALENA, le Mexique doit comme le Canada, assurer la sécurité énergétique des États-Unis avant la sienne?

3) FAUX : *L'industrie pétrolière mexicaine, comme celle de la plupart des pays producteurs de pétrole, est nationalisée, et contrairement au Canada, le Mexique a été assez sage pour exclure ses ressources pétrolières des accords de libre-échange qu'il a signés avec les États-Unis.*

Riches à craquer et…grassement subventionnés!!!

En dépit des profits excessifs réalisés largement sur le dos des consommateurs, les compagnies pétrolières actives au Canada profitent non seulement de généreuses baisses d'impôts, mais elles encaissent également annuellement des subventions totalisant 1,6 milliard $. *(Source : Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2007)*

2 UNE RESSOURCE STRATÉGIQUE, MAIS PRÉCAIRE

Sixième producteur mondial de pétrole, le Canada se situe au deuxième rang en ce qui concerne les réserves d'hydrocarbure « confirmées ». Mais cette ressource s'épuise progressivement et le Canada n'y échappera pas. Le groupe pétrolier BP (British Petroleum) estime d'ailleurs à quarante ans la durée d'exploitation des réserves mondiales actuelles.

Afin de profiter au maximum de la ressource, la plupart des pays producteurs ont choisi de nationaliser, en totalité ou en partie, leur industrie pétrolière contrairement au Canada qui a préféré céder à des intérêts étrangers cette ressource stratégique. Les Canadiens qui « font le plein » de pétrole canadien se privent donc de revenus pour enrichir plutôt des conglomérats, notamment anglais et états-uniens, qui pompent directement de notre sous-sol le pétrole pour nous le revendre au prix fort.

Le chiffre du mois

310 000 $

En 2006, chaque employé travaillant dans le secteur pétrolier et gazier au Canada a rapporté en moyenne aux entreprises de cette industrie plus de 310 000 $ en profits avant impôt, soit 17 fois plus que la moyenne canadienne qui se chiffre à un peu plus de 18 000 $ de profits par employé. En dépit de cette performance et parce qu'elle veut faire des économies en matière de santé et sécurité, la pétrolière Petro-Canada a mis en lock-out, le 1er février 2007, ses employés de la raffinerie de Montréal. ***(Source : Centre canadien de politiques alternatives, avril 2008, et Statistique Canada)***

3 UNE RESSOURCE D'ABORD AU SERVICE DES AUTRES

Les traités de libre-échange signés avec les États-Unis obligent le Canada à assurer la sécurité énergétique de ce pays. Advenant une crise mondiale de pénurie de pétrole, le Canada, pays producteur et exportateur qui ne dispose actuellement d'aucune réserve stratégique, devra, avant de combler ses propres besoins, satisfaire ceux des États-Unis.

En 1975, sous un gouvernement libéral, le Canada procédait à la création de Petro-Canada afin de protéger les intérêts énergétiques des Canadiens et favoriser une redistribution plus équitable des bénéfices de cette industrie. En 1991, dans la foulée de l'accord de libre-échange avec les États-Unis, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney faisait faire marche arrière au gouvernement et amorçait la privatisation de Petro-Canada. L'entreprise, aujourd'hui 100 % privée, occupe le 36e rang mondial dans l'industrie pétrolière, possède près de 24 milliards $ d'actifs et a encaissé en 2007 pour 2,7 milliards $ de profits nets.

Avec la signature des traités de libre-échange et la privatisation de Petro-Canada, le gouvernement du Canada s'est privé de moyens importants de contrôle sur ses propres ressources pétrolières et gazières.

Pour en savoir plus

Comité de Solidarité/Trois-Rivières
www.cs3r.org

Chaire d'études socio-économique de l'UQAM
www.cese.uqam.ca/

Centre canadien de politiques alternatives
www.policyalternatives.ca

Combien payez-vous en trop pour votre essence?

*Consultez chaque jour le site **www.gasgouge.ca** pour savoir combien vous devriez payez normalement votre essence et combien de millions $ empochent les compagnies pétrolières chaque jour en vous la vendant trop cher.*

Pour agir

Écrivez au premier ministre du Canada pour exiger que le gouvernement nationalise l'industrie pétrolière!

*Rendez-vous sur notre site Internet (**www.cs3r.org** ou **www.lagazette.ca**) pour télécharger une lettre à envoyer au premier ministre Harper afin d'exiger que le gouvernement nationalise l'industrie pétrolière. Il vous est également possible de la composer vous-même.*
Vous pourrez décider d'envoyer cette lettre par la poste par télécopieur ou encore par courriel :

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1A 0A2
(Se poste sans timbre au Canada)

Courriel : pm@pm.gc.ca
Télécopieur : 613-941-6900

4 POURQUOI PAS UNE GESTION PUBLIQUE DE LA RESSOURCE?

Les citoyens et citoyennes constatent avec désarroi l'impuissance affichée par nos gouvernements et nos dirigeants politiques face aux outrageuses fluctuations des prix à la pompe. Si l'augmentation du pétrole brut y est pour quelque chose, elle n'explique pas tout puisque les prix à la pompe varient même lorsque le prix du brut est stable. Les augmentations subites en début d'été ou à la veille des grands week-ends sont là pour nous le rappeler. Compte tenu du caractère stratégique de la ressource, il est étonnant de constater qu'aucun des partis politiques présents à la Chambre des Communes n'avance l'hypothèse d'une gestion publique de nos ressources pétrolières. Pourtant, de la Norvège à la Russie, en passant par le Mexique, le Venezuela, et l'Algérie, la plupart des grands pays producteurs ont choisi de nationaliser leur pétrole et devenir propriétaires des exploitations. Ils l'ont fait pour que les bénéfices tirés de l'exploitation pétrolière servent les intérêts nationaux au lieu d'enrichir les investisseurs étrangers et permettre, par la même occasion, une diversification de leur économie pour parer à l'épuisement prévisible de la ressource. **Au Canada on n'en parle même pas!**

Lisez les autres pages de la série « Les grands enjeux »

www.lagazette.ca
www.cs3r.org

Janvier 2008 – La santé au Québec : Le système public coûte moins cher !
Février 2008 – Impôt et justice fiscale : Chacun paie-t-il sa juste part ?
Mars 2008 – Budget militaire canadien : Une explosion de dépenses !
Avril 2008 - Salaire minimum : Un salaire qui confine à la pauvreté !
Mai 2008 – Industrie du médicament : Une pilule difficile à avaler!

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

Réagissez ou commentez le contenu de ces deux pages
grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation : CSTM
942, rue Ste-Geneviève
Trois-Rivières QC G9A 3X6